

print

Amérique latine : Thèmes urgents de la conjoncture géopolitique

De [Atilio A. Boron](#)

Global Research, octobre 28, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/amerique-latine-themes-urgents-de-la-conjoncture-geopolitique-2/5355923>

Photo : Le Malecon à La Havane

Jeudi 24 octobre 2013

Vendredi seront conclues à La Havane les délibérations de la Première Conférence sur les Etudes Stratégiques organisées par le Centre d'Investigations de Politique Internationale dépendant de l'Institut Supérieur de Relations Internationales (ISRI) du Ministère des Relations Extérieures de Cuba.

Quelques réflexions préliminaires ont été formulées ; ci-dessous, quelques unes des conclusions les plus importantes de la conférence sont exposées :

a) La nécessité d'une réponse beaucoup plus tranchante de nos pays à l'agression informatique, à l'espionnage et aux cyber-attaques lancées par diverses agences d'intelligence des Etats-Unis. De fait, alors que Google, Yahoo, Skype, Facebook et d'autres grandes compagnies du monde d'Internet ont reconnu publiquement qu'elles transmettent leurs archives aux organismes d'espionnage et de sécurité de Etats-Unis, tous ces programmes auraient du être éliminés immédiatement des organismes gouvernementaux de la région et remplacés, dans la mesure du possible, par des substituts de software libres.

Parallèlement une grande campagne aurait du être lancée pour dissuader leur utilisation dans les organisations non-gouvernementales et le public en général, ce qui ne c'est fait que dans une faible mesure au Brésil, victime préférentielle de ces attaques avec la France et l'Allemagne, selon de récentes révélations. Plusieurs experts s'accordent pour déclarer que les programmes conventionnels d'anti-virus examinent et nettoient toutes les archives des ordinateurs, localisés tant au Caire qu'à Buenos Aires ou Bangalore, mais que le travail s'effectue aux Etats-Unis et que simultanément avec l'élimination ou non des virus, ces archives sont copiées et conservées dans de gigantesques serveurs contrôlés par le gouvernement des Etats-Unis, où elles sont stockées et compilées, d'abord par des robots informatiques, et ensuite par des humains quand des contenus , envoyeurs ou destinataires suspects apparaissent. Conclusion : il s'impose d'accélérer la transition vers le software libre et en plus il faut se défaire de tous les ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis ou par des firmes nord-américaines situées dans d'autres pays, d'où il apparaît nécessaire de développer une industrie latino-américaine de production de hardware en tous genres (ordinateur de bureau, laptops, tablettes, etc.)

b) Une autre conclusion s'est focalisée sur La silencieuse et permanente agression militaire de l'impérialisme et le rôle de l'UNASUR. Un des plus graves problèmes qu'affronte la région est que, malgré 76 bases militaires étasuniennes, les gouvernements de l'UNASUR n'ont pas, jusqu'ici, réussi à se mettre d'accord sur une hypothèse de conflit réaliste pour la région. Hypothèse qui doit répondre à une question simple. Quel est notre plus probable agresseur ou quel est celui qui déjà nous menace ?

Malgré la présence écrasante de tant d'installations militaires étasuniennes disséminées de long en large dans toute l'Amérique du Sud, cette réponse n'a toujours pas été même ébauchée et continue à être un thème tabou à l'intérieur de l'UNASUR. L'hétérogénéité de la carte socio-politique Sud Américaine conspire clairement contre une telle initiative. Il y a des gouvernements qui ont assumé comme mission de se convertir en « Chevaux de Troie » de l'empire et obéissent inconditionnellement aux directives émanant de Washington : en Sud Amérique, telle est la situation de la Colombie, du Pérou et du Chili, avec la très probable addition à la liste du gouvernement du Paraguay. D'autres combattent pour assurer leur autodétermination et résister aux desseins et pressions de l'impérialisme : cas de la Bolivie, de l'Equateur et du Venezuela. Et d'autres encore comme l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, naviguent entre deux eaux : ils appuient tièdement les seconds dans leurs projets continentaux mais partagent avec les premiers leur vocation d'instaurer dans leurs pays un « capitalisme sérieux », trompeur oxymoron qui embrouille tant la conscience des gouvernants que celle des gouvernés. Le résultat est l'énorme difficulté de parvenir à un accord, par exemple, exiger quelque chose d'aussi fondamental que le retrait des bases militaires étrangères d'Amérique du Sud, ou de maintenir cette partie du continent comme zone libre d'armes nucléaires, chose qu'il est impossible actuellement de vérifier. Comment savoir qu'elles sont les armes que le Pentagone installe sur ses bases ? Il y a des soupçons fort bien fondés de ce que, sur certaines qu'il possède, en Colombie, comme Palenquero, ou celle de l'OTAN aux Malouines (base qui compte avec l'appui logistique et avec la présence étasunienne) peuvent se trouver des armes de destruction massives. Mais la vérification in situ est restée, du moins jusqu'ici, impossible parce que il n'existe pas même un accord sur la nécessité ou la pertinence de mener à bien une inspection.

La silencieuse mais très effective ingérence de Washington dans les forces armées latino-américaine se traduit aussi dans l'insolite continuité des programmes de « formation et entraînement » des militaires et – attention ! – des forces de polices de la région. Même des gouvernements en affrontements direct avec l'impérialisme nord-américain, subissent l'inertie de tant de décennies de formation à l'Ecole des Amériques et d'autres du même genre, ce qui rend difficile de se soustraire à la pression militaire pour la poursuite ces programmes. Et quand l'habitude et les incitants financiers ne suffisent pas, la Maison Blanche recourt à l'extorsion. Si un pays décide de ne plus envoyer ses officiers prendre des cours de formation aux Etats-Unis, en représailles Washington peut interrompre la fourniture d'équipements militaires aux pays de la région, que ce soit sous la forme de dons ou de ventes subsidiées. De cette manière le gouvernement désobéissant pourra par la suite être accusé de « non collaboration » dans la guerre contre le narcotrafic ou le terrorisme, entre autres choses, pour ne pas disposer des équipements et armements adéquats pour cette tâche. Il est logique d'imaginer que qui s'entraîne aux Etats-Unis combatte ceux que ce pays considère comme ses ennemis. Et nous savons bien qui sont ceux-là pour l'empire : précisément les gouvernements et forces anti-impérialistes de la région. Somme toute : les cours, les armes et les doctrines militaires forment une trinité inséparable. Les pays qui envoient ses officiers s'entraîner aux Etats-Unis laisse aussi aux mains de ce pays la décision de savoir qui sont les ennemis à combattre et comment le faire.

Dans la même lignée, nous devons signaler l'absurde survivance du TIAR, le traité Interaméricain d'Assistance Réciproque condamné de fait par la collaboration apportée par Washington à la Grande Bretagne dans la guerre des Malouines ou la poursuite des réunions périodiques des Commandants en Chefs de la Junte Interaméricaine de Défense (JID) ; ou la réalisation d'opérations conjointes avec les forces des Etats-Unis, vu qu'ils sont l'unique ennemi de la région en vue. Tout ce

qui précède se complète, sur le plan juridique, avec l'approbation de presque tous nos pays d'une législation antiterroristes inspirée seulement par la nécessité de protéger la silencieuse occupation par les Etats-Unis du territoire latino-américain et de criminaliser les forces politiques et mouvements sociaux qui s'opposent aux avancées de l'impérialisme.

c) Au cours de la conférence apparut aussi la nécessité d'étudier systématiquement l'impérialisme nord-américain. Il faut inverser une tendance dangereuse fort présente dans les forces politiques et mouvements anti-impérialistes de la région qui se synthétise dans une consigne qui frise le suicide ; « l'ennemi ne s'étudie pas, il se combat ». Cela exalte la ferveur militante, ce qui est bien, mais sous-estime la nécessité de connaître scientifiquement, minutieusement l'impérialisme, ce qui est mal. Sans étudier à fond les Etats-Unis en tant que **centre nerveux du système impérialiste**, sans savoir comment il fonctionne ; sans connaître les dispositifs au moyens desquels il établi sa prédominance à l'échelle mondiale et qui sont ses agents opératifs sur les plans de l'économie, de la politique et de la culture, méconnaissant ses stratégies et tactiques de lutte, ses artifices de propagande et ses conceptions idéologiques, et qui sont ses valets locaux devient quasi impossible de livrer avec succès une bataille contre sa domination. En cela José Martí – un des plus grand héros de nos luttes anti-impérialistes – avait raison, quand pour fonder son diagnostic sur les inquiétant desseins des Etats-Unis, il dit à son ami Manuel Mercado que « j'ai vécu dans le monstre, je connais ses entrailles »

Mais la méconnaissance de l'empire n'est pas l'apanage exclusif de la militance anti-impérialiste. Lamentablement dans les écoles supérieures de nos pays l'étude des Etats-Unis est une matière qui brille par son absence. On compte sur les doigts d'une main les centres d'investigations qui se dédient à étudier nos oppresseurs, pendant que les Etats-Unis disposent d'environ trois cents centres et/ou programmes d'enseignement et investigation qui ont pour objet d'enquêter sur nos sociétés. Ces préoccupantes réalités devraient susciter une rapide réaction des forces anti-impérialistes de la région, en se rappelant qu'observait avec beaucoup de raison Lénine en disant que « rien n'est plus pratique qu'une bonne théorie ».

Une bonne théorie sur l'impérialisme contemporain devrait articuler la conception classique, par-dessus tout la théorie léniniste de l'impérialisme, avec les nouveautés qui caractérisent le phénomène, un siècle après que le révolutionnaire russe écrive son livre sur ce thème. Nouveautés parmi lesquelles le déplacement du centre de l'impérialisme depuis les puissances coloniales européennes vers les Etats-Unis n'est pas la moindre ; nouveautés, qui, il est important de le souligner, loin de réfuter les prévisions et analyses de Lénine, n'ont fait que les ratifier mais sous des formes nouvelles qui ne peuvent être ignorées par ceux qui prétendent livrer un combat efficace contre un système aussi pervers.^[1]

Il est tout aussi indispensable d'étudier consciencieusement le fonctionnement du « complexe militaire et industriel » nord-américain, et son insatiable voracité. C'est cette trame de gigantesque oligopoles qui constituent le cœur de la classe dominante nord-américaine et, par extension la bourgeoisie impériale. Pour le complexe militaro-industriel, la paix équivaut à la banqueroute, sans guerres pas de bénéfiques et sans bénéfiques, il n'est pas possible de financer la classe politique des Etats-Unis. Une articulation perverse entre la rentabilité de l'industrie de l'armement – une industrie qui ne provoque que la destruction et la mort – et les besoins des politiques nord-américaines de financer leurs carrières politiques qui inévitablement finissent en mettant les vainqueurs au service de leurs financiers. Pas surprenant du coup, de constater que les ventes des industries du complexe

militaro-industriels aient augmenté de 60% entre 2002 et 2012, depuis qu'à commencé la grande contre-offensive du 11-S à nos jours.

Donnée additionnelle : vous rappelez vous qu'il y a quelques six mois il semblait que le monde ait été sur le point de subir une imminente attaque atomique lancée par la Corée du Nord ? Que c'est-il passé à ce sujet ? A présent les Nord-Coréens ne mettent plus la planète en échec ? Après, on entendit qu'il semblerait que l'obstination des Iraniens à poursuivre leur programme nucléaire mettait en danger la paix mondiale et encore plus tard ce fut le problème des « armes chimiques » de Syrie qui semblèrent nous mener, encore une fois, au bord d'une Troisième Guerre Mondiale. Conclusion : pour la rentabilité de ses affaires, le complexe militaro-industriel, doit s'assurer qu'il y ait des crises en permanence et quand il n'y en a pas, il les invente, et quand ils ne les inventent pas, il les construit médiatiquement. C'est pourquoi, la presse hégémonique, telle la putain de Babylone, s'empresse de diffuser ces mensonges qui effrayent la population franchissant le seuil qui stimule la production d'armements nouveaux et toujours plus létaux.

d) Divers exposés de la conférence signalèrent la continuité de la politique de la Maison Blanche envers l'Amérique Latine et les Caraïbe. En ce sens, il y eut un consensus quasiment unanime à mettre en évidence l'identité qui existe entre les politiques latino-américaines des administrations de George W. Bush et Barack Obama, raison pour laquelle, il convient de cesser d'utiliser ce nom –administration – et de parler plutôt du régime de Washington, pour signaler de cette manière la violation systématique de la légalité internationale et des droits humains pratiquée pas le gouvernement nord-américain de n'importe quelle tendance.[\[2\]](#)

En ce qui concerne Cuba si le régime nord-américain fit quelque chose, ce fut bien d'intensifier le blocus financier, commercial et économique contre l'île, ajustant toujours d'avantage les contrôles établis par la législation étasunienne. Cela reste surprenant que n'ait pas encore surgit une plainte universelle contre l'illégale et immorale extra-territorialité établie par l'Amendement Toricelli à la Loi Helms-Burton. Selon cette monstruosité juridique – conçue pour nuire exclusivement à un seul pays dans le monde : Cuba – le gouvernement des Etats-Unis est autorisé à appliquer des sanctions à n'importe quelle entreprise nationale ou d'un pays tiers (par exemple britannique, japonaise ou suédoise) pour la seule raison qu'elles feraient commerce avec Cuba ou initieraient des entreprises économiques avec l'île, par exemple dans l'exploitation du pétrole.

Entre autres propos, les Etats-Unis "légalisent" l'impérialisme par l'intermédiaire de l'imposition despotique de la loi étasunienne primant sur celle de tout autre pays du globe. Imaginons ce qui se passerait si un quelconque pays prétendait faire la même chose, par exemple, universaliser sa législation prohibitive de la peine de mort et sanctionner ceux qui, comme les Etats-Unis, l'appliquerait encore ! Pour qui douterait encore que nous vivons sous un système impérial les exemples précédents sont plus que suffisants pour les convaincre du contraire.

Une autre caractéristique qui démontre la maladie persistante de l'agression contre Cuba est donnée par le fait que Washington continue à utiliser des transmissions de radio et de télévision illégales convoquant le peuple de l'île à subvertir l'ordre constitutionnel en vigueur et à se rebeller contre son gouvernement avec pour but de satisfaire le désir longuement caressé d'un « changement de régime ». Ces transmissions non seulement diffusent de la propagande séditionnelle mais en plus, interfèrent avec le fonctionnement normal des émissions de radio et de télévision cubaines. On estime que le coup de ces activités illégales patronnées par Washington s'élève à quelques 30 millions de dollars annuels.

Un rapport récent de l'Audit du Gouvernement étasunien se réfère exclusivement aux activités de l'USAID et du Département d'Etat, et révèle qu'entre 1996 et 2011 ces agences ont consacré 205 millions de dollars pour promouvoir le renversement du gouvernement cubain. Biens des millions de plus furent attribués à la CIA, l'USAID, le Fond National pour la Démocratie et d'autres organisations similaires pour promouvoir d'aussi sinistres objectifs. C'est pourquoi, Noam Chomsky avait tout à fait raison quand interrogé à la fin 2008 sur son pronostique concernant l'imminente inauguration du « régime Obama » il répondit sarcastiquement que celui-ci serait le troisième cycle de l'administration Bush. Il avait raison comme l'histoire l'a démontré, encore qu'il était loin du compte ; si on calcule le nombre de morts civiles occasionnées par les avions sans pilotes nord-américains, les « drones », l'in vraisemblable Prix Nobel de la Paix dépasse de loin le solde tragique de son prédécesseur. Ah ! à six mois des élections présidentielles vénézuéliennes, le très distrait Obama ne semble toujours pas s'être aperçu que le gagnant de cette bataille fut le candidat chaviste Nicolas Maduro, il continue à ne pas reconnaître officiellement sa victoire et encourage de cette manière les plans de déstabilisation de l'opposition fasciste de la République Bolivarienne du Venezuela.

Les quatre combattants anti-terroristes cubains qui purgent dans les prisons de l'empire leur audace de prétendre démonter la machine terroriste installée à Miami – et protégée par le régime de Washington – pourrait être remis immédiatement en liberté si Obama exerçait les prérogatives de grâce présidentielle que lui confère la constitution. Mais il ne le fait pas. Par contre, il continue à parrainer des terroristes comme Luis Posada Carriles ou l'ex président bolivien Gonzalo Sanchez de Losada, dont l'extradition est sollicitée par la justice de ce pays pour sa responsabilité dans le massacre de 67 personnes durant es journées de manifestations populaires qui ont provoqué sa chute.

Atilio Boron

Article original en espagnol : [América Latina: temas urgentes de la coyuntura geopolítica](#), le 27 octobre 2013

Traduction [Anne Wolff](#)

[1] Sur ce thème, on peut consulter les deux ouvrages de notre auteur en téléchargement gratuit sur le web : ***Imperio & Imperialismo. Una lectura crítica de Michael Hardt y Antonio Negri*** (Buenos Aires: CLACSO, 5^o édition, 2004, "Prix extraordinaire des essais de "Casa de las Américas"), en particulier le chapitre 8 et la compilation qu'il a effectué sous le titre ***Nueva Hegemonía Mundial. Alternativas de cambio y movimientos sociales*** (Buenos Aires: CLACSO, 2004), po. 133-154. Vous trouverez le premier de ces ouvrages ici:

https://docs.google.com/file/d/0Bx2YC3gJbq2TMjExMTU0MGUtMjY2ZC00ZDg0LTljOWUtODIyMDZkNzM4YTRh/edit?usp=drive_web

Et le second :

<http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20120507124307/nuevah.pdf>

[2] Voir la note sur notre blog :

: www.atilioboron.com.ar ainsi que

<http://www.cubadebate.cu/opinion/2013/09/19/the-obama-regime/>



Atilio Boron est économiste et journaliste.

Copyright © 2013 Global Research